

Au lendemain de la journée nationale du 20 septembre 2011 proposée par FO pour dire Non à la politique d'austérité imposée au peuple par le diktat du monde de la finance, une délégation FO Énergie et Mines, composée de Jacky CHORIN, Vincent HERNANDEZ et Alain ANDRÉ, a rencontré le cabinet du Ministre de l'Industrie, Lionel CORRE, chargé au cabinet des questions sociales, et Philippe CARLES chargé des questions nucléaires.

Social : Priorité aux salaires !

Sur le social, la délégation FO a interpellé les pouvoirs publics sur la nécessité de booster le dialogue social dans les IEG. En effet, les résultats du premier semestre des grands groupes des IEG nous invitent à porter haut et fort la question du rattrapage salarial pour 2011 compte tenu du niveau de l'inflation et de l'ouverture rapide d'une négociation pour 2012, afin de donner aux salariés la juste récompense des efforts réalisés.

Pour FO Énergie et Mines, cette question des salaires et de la juste répartition des bénéfices doit trouver une solution à travers « **un Grenelle social de l'Énergie** » et non pas, par des effets d'annonces comme cela a été le cas avec la pseudo prime censée compenser l'augmentation des dividendes, qui ne s'applique d'ailleurs à aucune entreprise de notre branche.

La délégation FO s'est étonnée ensuite d'une des mesures du plan Fillon qui vise à aligner les cotisations patronales d'assurance maladie des employeurs des IEG sur le droit commun, cette mesure devant rapporter 200 Millions d'euros, soit autant que la fameuse taxe sur les plus riches ! Nous avons rappelé que le système statutaire de protection contre la maladie imposait aux employeurs (et non pas à l'assurance maladie) de maintenir les salaires en cas de maladie et avons mis en garde les pouvoirs publics contre la remise en cause de ces garanties collectives.

La délégation FO a également abordé la question des activités sociales, qui a fait l'objet d'échanges de courriers entre les employeurs et le ministère. Le Ministère a indiqué qu'il attachait beaucoup d'importance à ce que les négociations sur ce sujet ne soient pas reportées aux « calendes grecques ». FO a de son côté rappelé son attachement à des activités sociales de haut niveau, bénéficiant au plus grand nombre et réellement gérées dans un cadre pluraliste. Dans ce cadre, nous avons souhaité que les élections de CMCAS aient lieu en octobre 2012 et non pas en mai, comme le veulent les employeurs et la CGT.

La délégation FO a aussi interpellé les pouvoirs publics sur les conséquences sociales de la loi NOME, notamment au travers des décisions du groupe EON à la SNET visant à supprimer massivement des emplois et les lourdes conséquences qu'elles font peser directement sur les agents et leur famille.

Au plan industriel : FO reste attachée au nucléaire

Sur le plan industriel, et dans un contexte aujourd'hui plus qu'incertain, FO continue à défendre un paysage énergétique dans lequel le nucléaire conserve sa place à la triple condition qu'il soit public, que les français bénéficient de sa compétitivité et que la sûreté soit placée en tête des exigences de l'exploitant. Nous avons aussi abordé les questions d'externalisation et de sous-traitance et demandé qu'EDF rompe avec cette politique d'externalisation et crée les emplois statutaires nécessaires à l'exploitation de ses centrales.

En conclusion, nos interlocuteurs ont affirmé être attentifs à nos préoccupations.

Cette réunion n'est donc qu'une étape, après la journée confédérale du 20 septembre 2011. FO garde en perspective la nécessité de trouver des solutions aux attentes sociales qui s'expriment dans les IEG.

STOP A L'AUSTÉRITÉ, PRIORITÉ AUX SALAIRES, A L'EMPLOI, AUX SERVICES PUBLICS.